

Les pays de l'Amérique Latine accueillent avec satisfaction le récent accord migratoire entre Cuba et les États-Unis



par Roberto Morejón

Le récent accord passé entre les gouvernements de Cuba et des États-Unis en matière migratoire, dont le principal but est d'avancer vers la normalisation de leurs relations, a été favorablement accueilli en Amérique Latine.

Surtout parce que des milliers de Cubains traversent plusieurs de ces pays de façon illégale, dans leur tentative de parvenir aux États-Unis, encouragés par la politique de pieds secs, pieds mouillés, qui vient d'être abrogée et la loi de rajustement cubain, toujours en vigueur.

La première accordait à tout Cubain étant arrivé en territoire étasunien, indépendamment des moyens utilisés, le permis de séjour. La violence n'était pas écartée.

La seconde, donne un traitement préférentiel aux immigrants cubains y compris des facilités de travail, de bons alimentaires.

Le traitement sélectif des administrations étasuniennes successives vis-à-vis des Cubains, en contraste avec le rejet massif aux autres immigrants latino-américains et caribéens a été dénoncé à plusieurs reprises par des gouvernements et des habitants des pays situés au sud du fleuve Bravo.

L'accord signé le 12 janvier dernier par Cuba et Washington a mis fin à cette politique.

La décision des deux pays de mettre un frein à la migration illégale, de décourager les départs illégaux et risqués de Cuba, de lutter contre la violence liée à ce trafic, devrait se traduire par une réduction de ce flux migratoire irrégulier, ce à quoi s'attendent les autorités centraméricaines surtout.

De nombreux immigrants cubains sont morts noyés essayant de gagner les côtes étasuniennes à la nage ou dans des embarcations de fortune. D'autres ont été séquestrés par des trafiquants qui ont exigé à leurs proches de payer de fortes sommes pour les libérer.

Le Costa Rica a connu une véritable crise humanitaire, économique et sociale en octobre 2015 lorsque des milliers de Cubains qui voulaient se rendre au Mexique y ont été coincés suite à la fermeture par les autorités nicaraguayennes de leurs frontières avec le Costa Rica et l'expulsion de 1100 migrant cubains vers le territoire du pays voisin.

Il a fallu attendre 3 mois avant de trouver une solution au problème. Un pont aérien à travers le Salvador, le Guatemala et le Mexique. Après le Panama et la Colombie ont connu des situations similaires.

En vertu de l'ampleur de cette crise, les ministres de 8 pays latino-américains ont demandé formellement un changement dans leur politique migratoire vis-à-vis de Cuba et l'abrogation de la politique des pieds secs, pieds mouillés et de la loi de rajustement cubain.

Le président costaricain, Luis Guillermo Solís, avait demandé, en avril 2016, à son homologue Barack Obama, l'abrogation de la loi de rajustement cubain.

Le 4^e sommet de la CELAC, la Communauté des États latino-américains et caribéens, qui a eu lieu en Équateur, au mois de janvier 2016, lui aussi s'était fait l'écho de la demande de Cuba pour mettre fin aux mesures étasuniennes encourageant l'immigration irrégulière.

Il faudra voir si le Congrès étasunien décide d'abroger la loi de rajustement cubain après la prise de possession du président élu, Donald Trump, qui a annoncé une véritable croisade contre les immigrants, ce qui a éveillé de fortes critiques dans tout le continent. Contre tous? Il faudra voir si les immigrants cubains continueront de jouir d'un statut privilégié aux États-Unis.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/118720-les-pays-de-lamerique-latine-accueillent-avec-satisfaction-le-recent-accord-migratoire-entre-cuba-et-les-etats-unis>



Radio Habana Cuba